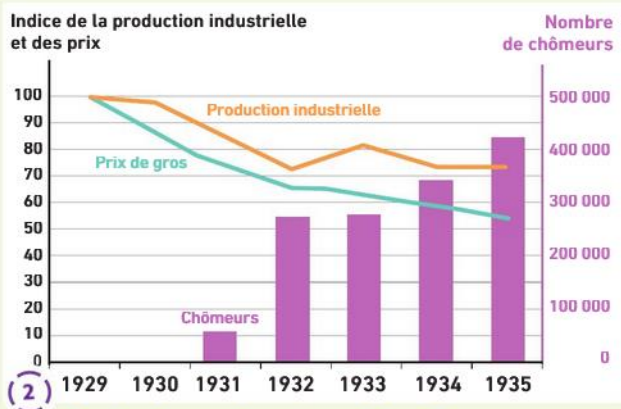
La France face à la crise

(1) **La marche de la faim des chômeurs du Nord de la France à Paris en 1933**



(2) **La crise économique et sociale en France**

Daladier[1] nous mène comme un troupeau de foire aux Blum et autres Zyromski dont le nom bien français est tout un programme.

Voilà vos maîtres les patriotes !

Voilà la dictature qui t'attend peuple de France !

TON PARLEMENT EST POURRI.

Tes politiciens compromis.

Ton pays livré à la boue des scandales[2].

TA SÉCURITÉ MENACÉE.

La guerre civile grogne.

La guerre tout court rôde.

PAYSAN, LA RUINE TE MENACE.

Ouvriers, intellectuels, VOTRE SITUATION EST ASSAILLIE PAR DES ÉTRANGERS.

Petits rentiers, petits fonctionnaires, petits commerçants, votre pain quotidien est menacé.

NI LES UNS, NI LES AUTRES N'ÊTES CHEZ VOUS.

Il faut la France aux Français ! Il y en a assez.

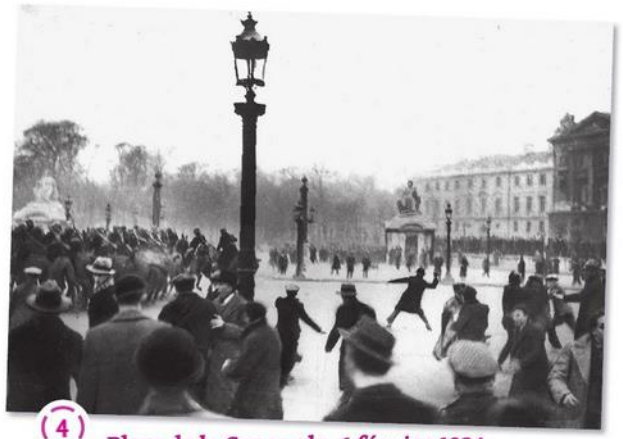
1. Président du Conseil en 1934. 2. Scandales financiers mettant en cause des hommes politiques.

(3) **Affiche d'une ligue**

(Texte d'une affiche de la Solidarité française du 5 février 1934 appelant à manifester le lendemain.)

VOCABULAIRE

Une ligue : une organisation d'extrême droite violemment opposée à la République parlementaire : Jeunesses patriotes, Croix de feu, Solidarité française, etc.



(4) **Place de la Concorde, 6 février 1934**

Le 6 février 1934, les ligues organisent une grande manifestation contre le Parlement qui doit aboutir devant la Chambre des députés. Elle tourne à l'émeute.

LE POPULAIRE

« Les Champs-Élysées sont l'objet d'une dévastation systématique et stupide. On arrache les bancs, les grilles des arbres, on renverse les baraques et on édifie une caricature de barricade. Une vague hurlante de manifestants repart à l'assaut du pont de la Concorde. Les gardes mobiles et les gardes à cheval qui doivent assurer la défense du pont sont débordés et contraints de se replier vers le Palais-Bourbon[1]. Plusieurs coups de revolver partent de la foule. Les gardes tirent en l'air. Ce n'est pas assez pour énerver les énergumènes qui ont résolu de renverser la République et le régime parlementaire. Ils lancent maintenant des bombes sous les pieds des chevaux. Les gardes mobiles tirent alors pour de bon. Une dizaine de perturbateurs s'écroulent. »

- *Le Populaire*, organe du parti socialiste SFIO, 7 février 1934

1. Où siège la Chambre des députés.

(5) **Le 6 février 1934 vu par *Le Populaire***

(6) **La manifestation contre le fascisme du 14 juillet 1935**

Le 14 juillet 1935, les partis politiques de gauche (radiacaux, SFIO, PCF), les syndicats et d'autres organisations de gauche participent à une grande manifestation contre le fascisme à Paris.

ÉTUDE

Le Front populaire (1936-1938)

En mai 1936, les trois partis du Front populaire (communistes, socialistes de la SFIO, radicaux) remportent les élections législatives. Léon Blum, le dirigeant de la SFIO, devient président du Conseil.

DÉCOUVRIR AVEC UNE VIDÉO 5 minutes
Le Front populaire
hatier-clic.fr/21hg205

Comment agit le Front populaire pour lutter contre la crise ?

CHRONOLOGIE

Mai 1936 Victoire du Front populaire.

Mai-juin 1936 Grandes grèves.

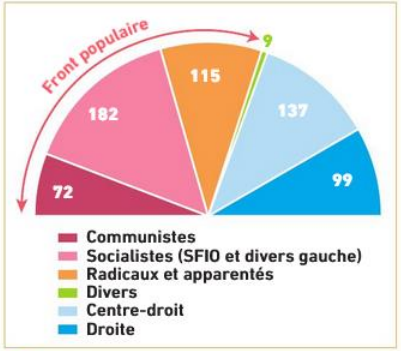
7 juin 1936 Accords Matignon.

20-21 juin 1936 Lois sur les congés payés (15 jours) et la semaine de travail de 40 heures.

Août 1936 Nationalisation des usines d'armement.

Août 1937 Création de la SNCF (nationalisation des chemins de fer).

Avril 1938 Fin du Front populaire (départ des radicaux).



1 La Chambre des députés en mai 1936

VOCABULAIRE

Les contrats collectifs : les accords entre les salariés et le patronat de chaque branche de l'économie qui définissent les conditions de travail.

2 Léon Blum, chef du gouvernement (photographie du 14 juillet 1936)

Léon Blum est le dirigeant de la SFIO (parti socialiste) depuis 1920. Après la victoire du Front populaire, il est président du Conseil de juin 1936 à juin 1937 puis de nouveau de mars à avril 1938.

PARCOURS 1 J'analyse des documents

1. **Doc. 1 et 2** Quels sont les partis du Front populaire ? De quel type de majorité dispose le Front populaire ?
2. **Doc. 3** Décrivez et expliquez la situation dans cette usine.
3. **Doc. 4** Quels sont les acteurs des accords Matignon ? Quels droits nouveaux obtiennent les travailleurs ?
4. **Doc. 5** Quels sont les changements apportés par le Front populaire dans la vie de cet ouvrier ?
5. **Doc. 6** Que veut montrer cette caricature sur les congés payés ?

PARCOURS 2 Je rédige à partir d'une consigne

- **Après avoir présenté la victoire du Front populaire (Doc. 1 à 3), décrivez les principales réformes sociales et leurs effets (Doc. 4 à 6)**

3 Les grèves de mai-juin 1936

(Occupation des chantiers navals de Bordeaux, juin 1936.)

La victoire du Front populaire (mai 1936) est suivie par des grèves et des occupations d'usines, souvent joyeuses. Il s'agit de faire pression sur les patrons pour qu'ils acceptent les réformes sociales.

5 L'embellie pour les ouvriers

« C'est un de mes meilleurs souvenirs : ç'a été mes quinze premiers jours de congés payés. Parce que jusque-là, on n'avait rien. En plus il y avait les quarante heures, mais payées quarante-huit heures [...]. On peut dire qu'on a connu une certaine prospérité après 36. On venait de traverser la crise de 1930 avec les petits salaires, les cigarettes qu'on achetait au détail [...]. À partir de 1937, les salaires ont sérieusement augmenté. On a commencé à voir fleurir tous les postes de radio dans la cité, les bicyclettes. En un an, il y a eu un changement terrible. Après le Front populaire, j'ai été au Tréport[1]. Avant le Front populaire, on n'aurait pas pu partir, même sans être payé. »

- Témoignage recueilli par Serge Bonnet, *L'Homme du fer : mineurs de fer et ouvriers sidérurgistes lorrains*, Presses Universitaires de Nancy, 1987.

1. Station balnéaire de la Haute-Normandie.

4 Les réformes sociales

a. Les accords Matignon (7 juin 1936)

« Les délégués de la Confédération générale du patronat français (CGPF) et de la Confédération générale du travail (CGT) se sont réunis sous la présidence de Monsieur le président du Conseil et ont conclu l'accord ci-après [...]

Article 1. La délégation patronale admet l'établissement immédiat de **contrats collectifs** de travail.

Article 3. Les employeurs reconnaissent la liberté d'opinion, ainsi que les droits pour tous les travailleurs d'adhérer librement et d'appartenir à un syndicat professionnel [...].

Article 4. Les salaires seront réajustés à 15 % pour les salaires les moins élevés pour arriver à 7 % pour les salaires les plus élevés.

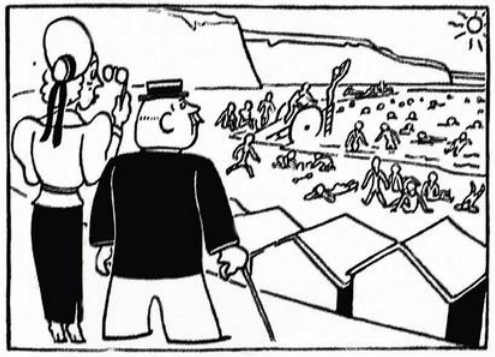
Article 5. Dans chaque établissement comprenant plus de dix ouvriers, il sera institué deux ou plusieurs délégués suivant l'importance de l'établissement. Ces délégués ont qualité pour présenter à la direction les réclamations visant l'application du Code du travail, les salaires et les mesures d'hygiène et de sécurité. [...] »

b. Les premières lois sociales

« Je vous confirme par écrit les engagements que j'ai pris[1]. Les projets de loi sur la semaine de 40 heures, les congés payés et les contrats collectifs seront déposés après-demain mardi [...]. Je compte fermement obtenir le vote des deux Chambres pour le milieu de la semaine prochaine. »

- Lettre de Léon Blum, président du Conseil, à Léon Jouhaux dirigeant de la CGT, le 7 juin 1936.

1. Durant la rencontre à Matignon.



— Oh ! Horreur ! Impossible de rester ici ! Ils se baignent dans notre océan, ils respirent notre air et se font brunir par notre soleil !

6 « Les méfaits des congés payés »

(Caricature de Dubosc parue dans *Le Canard enchaîné* du 12 août 1936.)

Les vidéos :

- Les manifestations contre le chômage en France en 1930 : ICI
- Les émeutes du 6 février 1934 : ICI
- Le Front populaire : ICI